



**Journal des anthropologues**  
Association française des anthropologues

118-119 | 2009  
Claude Meillassoux

---

## Succès de la politique d'aide au surdéveloppement des pays riches

Claude Meillassoux

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4096>  
DOI : 10.4000/jda.4096  
ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009  
Pagination : 39-64  
ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Claude Meillassoux, « Succès de la politique d'aide au surdéveloppement des pays riches », *Journal des anthropologues* [En ligne], 118-119 | 2009, mis en ligne le 11 juillet 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4096> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.4096>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Journal des anthropologues

---

# Succès de la politique d'aide au surdéveloppement des pays riches<sup>1</sup>

Claude Meillassoux

---

Il sera donné à celui qui possède ;  
il sera pris à celui qui n'a rien.  
Primo Levi, *Si c'est un homme*<sup>2</sup>

## Constat

- <sup>1</sup> Il faut d'abord faire un constat : les objectifs économiques des politiques dites de développement infligées aux pays du tiers-monde sont atteints : le développement des grandes puissances capitalistes est une réussite. Les marchés des matières premières destinées à ces grandes puissances ont été approvisionnés sans discontinuer à des prix très bas. Les cours ont été à la baisse en dépit d'une demande industrielle croissante, même ceux du pétrole dont les prix n'ont jamais dépassé ceux de la fin des années 1960 et dont la hausse temporaire a profité aux compagnies pétrolières et à leurs associés.
- <sup>2</sup> Les pays producteurs de produits agricoles, mis en concurrence les uns contre les autres, ont fourni en abondance et au meilleur prix, café, thé, cacao, sucre, coton, etc. Le marché du travail salarié a également été largement pourvu, et de plusieurs manières. Entre les années 1950 et 1970, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde ont été drainés vers des villes en expansion démesurée où ont été créées les conditions de leur exploitation à bon marché. D'autres se sont exilés par millions jusque dans les pays capitalistes pour y vendre leur force de travail. La politique d'importation de travail migrant a permis de contenir les salaires des ouvriers métropolitains bien en dessous des accroissements de productivité et à freiner les capacités revendicatives des organisations syndicales. Les efforts d'éducation entrepris par les pays sous-développés<sup>3</sup> sont largement captés, par le *brain drain*, au bénéfice des pays riches. L'aide aux pays sous-développés a permis aux capitalistes internationaux de vendre cher des usines clés en main aux pays sous-développés, achetées sur des crédits également coûteux faits par les banques privées et destinées à extraire une survalueur des ouvriers et ouvrières locaux. L'ampleur des

profits réalisés grâce à cette politique de développement par les entreprises des pays nantis a fourni aux banques des liquidités énormes qu'elles ont prêtées à des conditions qui se sont révélées extrêmement profitables pour elles. Les profits réalisés sur l'endettement des pays sous-développés, la mise en place à l'échelle mondiale d'un système de contrôle politique de toutes les économies nationales ou presque, par le FMI et la Banque mondiale, l'intervention armée des corps militaires locaux ou étrangers, celle des agences de subversion des différents États capitalistes, constituent ensemble un système d'exploitation du travail et des matières premières, sans précédent dans l'histoire du monde, qui alimente matériellement et financièrement les pays riches aux dépens des populations les plus pauvres. Les pays surexploités dont le surproduit est ainsi confisqué à mesure qu'il se constitue, sont placés dans l'incapacité d'accumuler, donc de se développer eux-mêmes, donc de devenir les concurrents de ceux qui les dominent. Les investissements qui leur sont autorisés par la Banque mondiale n'ont d'ailleurs pas cet objectif, mais celui de leur faire payer les intérêts des emprunts destinés à rembourser la dette. Ils contribuent ainsi massivement au surdéveloppement des pays développés.

- 3 Dès avant l'effondrement du stalinisme dans les pays d'Europe de l'Est, cette politique leur était déjà appliquée. Des entreprises leur avaient été vendues à crédit, destinées à approvisionner les marchés d'Europe de l'Ouest en produits manufacturés. Les prêts et les « solutions » du FMI étaient en action dans les pays de l'Est, soumettant déjà leurs populations, avec la complicité des bureaucraties staliniennes, au même type d'exploitation que dans les pays du tiers-monde avec des effets répressifs et dictatoriaux semblables. Mais tandis que toute résistance populaire aux gouvernements appliquant la politique du FMI était réprimée cruellement dans les pays du Sud par des dictatures militaires à la solde des grandes puissances occidentales, la résistance des populations de l'Europe de l'Est au stalinisme, parce qu'elles ouvraient ces pays au marché « libre », étaient soutenues par ces mêmes puissances capitalistes, tout au moins jusqu'à nouvel ordre<sup>4</sup>.
- 4 En 1983, on pouvait déjà constater que la classe capitaliste mondiale était en voie d'assumer le destin historique que Marx espérait pour le prolétariat, celui de maîtriser les forces productives et les rapports de production, celui de sortir de la « préhistoire ». À force de prédire tous les jours la crise mondiale pour le lendemain, beaucoup d'hommes et de femmes de gauche ont sous-estimé grossièrement la puissance réelle de la classe dominante ; à force d'espérer que « les lois du capitalisme » agiraient d'elles-mêmes pour s'autodissoudre, peu d'attention a été portée à la classe capitaliste, à ses potentialités, à ses stratégies. Pourtant, l'ouverture des pays staliniens « au marché », comme le succès de la politique de développement au profit des pays développés, consacrent le triomphe de la classe capitaliste au-delà de toute espérance. Pour cette classe capitaliste, la politique dite de développement est un succès complet ! Cette politique a été entreprise par elle et pour elle et c'est par rapport à elle qu'il faut juger de son succès ou de son échec.
- 5 Ce succès démontre que cette classe, à la fois solidaire et concurrente, est capable de mettre en œuvre une politique convergente, par des moyens puissants appliquant des principes efficaces. Une classe exploitrice encore plus forte est maintenant à la tête du monde. N'ayant pratiquement plus d'autre ennemi à redouter qu'elle-même, la concurrence entre les diverses fractions du capitalisme risque d'être désormais sans

limite, donc sans limite également l'exploitation humaine que chacune de ces fractions doit mettre en œuvre pour résister aux autres et les dominer.

## Stratégie

- 6 Avant d'évoquer la mise en place des moyens et des principes de cette politique d'enrichissement des grandes puissances par l'exploitation des pays sous-développés, rappelons qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se trouvaient devant deux menaces. D'une part l'extension idéologique du stalinisme, d'autre part la concurrence renaissante des pays capitalistes dans son propre camp. Or pour contenir la première il fallut encourager le développement de l'Allemagne et du Japon aux deux extrémités de l'Union soviétique afin de l'endiguer (politique du *containment*). Par contre, là où la pénétration soviétique ne semblait pas à craindre, les États-Unis entreprirent de briser les bourgeoisies nationales montantes par la subversion la plus violente, surtout en Amérique latine où se développait un potentiel économique puissant, donc l'émergence possible de capitalismes rivaux. Le capitalisme international s'est ainsi recomposé selon une nouvelle politique dans le cadre hégémonique mais relativement ordonné des États-Unis. Le nationalisme des grandes puissances tend à se fondre dans les structures politiques s'accommodant de la concentration du capital. En revanche, de nouvelles bourgeoisies en formation s'affirment sous les apparences de conflits ethniques, régionaux ou nationalistes, mais de portée limitée et souvent exploités indirectement par les grandes puissances.
- 7 Deux politiques opposées de la part des États-Unis s'observaient ainsi à travers le monde : encouragement à la « démocratie », c'est-à-dire soutien au développement économique et politique des bourgeoisies nationales lorsqu'il s'agissait de les mettre en position de contenir le communisme ; destruction, au contraire, des régimes bourgeois là où, comme en Amérique latine, ne remplissant pas cette fonction, ils représentent une concurrence pour eux. La subversion cubaine et son extension en Amérique centrale, surtout au Nicaragua, avait quelque peu changé cette politique de la part des États-Unis qui expérimentaient depuis les années 1980 sur le continent sud-américain une politique « démocratique » plus proche de celle qu'ils appliquaient en Europe. La « libéralisation » cependant des pays staliniens n'obligera plus le capitalisme international à favoriser la démocratie dans sa zone d'influence directe, mais seulement et temporairement, dans celle de l'Union soviétique.

## Instruments

- 8 Les principaux instruments de l'exploitation des pays sous-développés sont les institutions internationales mises en place après la Seconde Guerre mondiale dans l'intention déclarée de placer les différentes nations du monde sur un plan d'égalité. Mais les principes qui gouvernaient à l'origine ces institutions ont été détournés. La représentation politique égalitaire des nations dans ces instances a été insidieusement remplacée par la représentation censitaire. Le poids politique de chaque pays dépend désormais de sa contribution financière. Ce principe censitaire a été imposé en dépit du statut d'institutions comme l'UNESCO, par exemple : des pays riches, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon se retirent et cessent de cotiser si leur point de vue politique n'est pas retenu. Les cotisations étant proportionnées au revenu national du

pays, ces retraits menacent de faillite les institutions internationales qui refusent de composer avec les pays les plus riches.

- 9 Un second détournement est accompli lorsque les instances nationales ou internationales démocratiques sont court-circuitées par des instances économiques non représentatives. Au niveau international, les décisions prises sur le plan économique sont plus décisives que les votes des Nations-Unies. Or on sait qu'en ce domaine, la politique économique est conçue et appliquée par des agences internationales où le principe censitaire est reconnu statutairement, tels le FMI ou la Banque mondiale. Dans ces organismes, où la représentation est donc proportionnelle aux cotisations, les décisions reflètent institutionnellement et prioritairement la volonté des grandes puissances capitalistes. Au niveau de l'Europe, ce sont aussi les instances économiques qui prennent le pas sur les institutions démocratiques : aucun vote populaire n'a jamais *autorisé* la construction économique de l'Europe, entièrement décidée et façonnée par une instance bureaucratique exécutive européenne qu'une assemblée européenne élue a posteriori ne fait pratiquement que suivre. Quant aux États, rares sont ceux qui ont soumis, plus tard encore, quand tout était pratiquement décidé, le traité de Maastricht à ratification populaire.
- 10 Les conférences périodiques sur le commerce international décident des prix des matières premières ou des tarifs douaniers qui ont des effets décisifs sur le sort des pays, sans aucune ratification démocratique. Les clauses économiques, sous prétexte de technicité, l'emportent partout sur l'avis des peuples et même parfois des gouvernements, en particulier de ceux des pays faibles.

## Principes

- 11 Les bénéfices de la politique dite de « développement » pour les puissances capitalistes viennent de l'application d'un certain nombre de pratiques empiriques dont on peut dégager néanmoins les principes, généralement informulés ou présentés sous un jour fallacieux.

### 1. Enrichir les riches pour favoriser les investissements

- 12 Le principe de base des économistes de la Banque mondiale est que les plus riches étant seuls capables d'investir, donc d'utiliser leur argent de façon productive, les revenus doivent donc être dirigés prioritairement vers eux. Par contre les « pauvres », les prolétaires, ayant une propension à consommer tout leur salaire, sont tenus pour responsables du déséquilibre de la balance commerciale et ne doivent donc disposer que du minimum. Il faut en conséquence répartir les revenus en faveur des plus riches par une politique salariale et fiscale appropriée et contenir au contraire les salaires d'un prolétariat tenu pour trop dispendieux. Dans un avenir toujours indéterminé, la prospérité ainsi assurée grâce aux bons investissements des riches qui les enrichiront encore, et à l'austérité toujours accrue des pauvres, la condition des seconds finira (peut-être) par s'améliorer. Aucun contrôle n'est jugé nécessaire pour veiller à ce que les revenus des riches soient bien employés et ne soient pas détournés vers une consommation de luxe ou dans le trafic de drogue : leur propre intérêt et la loi du marché sont supposés garants du bon usage des richesses par leurs possesseurs. L'enrichissement des riches est donc solidement justifié par ce raisonnement fallacieux, bien que leurs

achats (immobiliers, automobiles, yachts, gadgets électroniques, produits de luxe, etc.) soient à l'origine de sérieux déséquilibres de la balance commerciale de beaucoup de pays, bien davantage que les politiques de relance que la Banque mondiale condamne sous ce prétexte.

## 2. Appauvrir les pauvres pour lutter contre la subversion

- 13 L'avantage de payer le travail à bas prix n'est pas seulement économique. Il est aussi politique. La concentration dans les grandes villes de larges populations prolétarisées présente un danger social considérable si ces populations acquièrent les moyens de s'organiser politiquement ou syndicalement. Tous les moyens sont bons pour dissuader les exploités d'agir politiquement. De très bas salaires obligent les prolétaires à vivre au jour le jour, à user leur temps et leur énergie à chercher le moyen de survivre. On sait que les difficultés de la vie aigrissent et rendent plus difficiles les contacts et l'action commune organisée. Faute d'argent, on ne peut pas cotiser à des organisations syndicales ou politiques dont les moyens sont donc trop faibles pour être efficaces. La pauvreté, le chômage démoralisent. L'emploi des femmes de préférence aux hommes font de ceux-ci des parasites, les chassent du foyer où ils sont devenus inutiles dès qu'ils ne gagnent plus de quoi faire vivre la famille. Perdant leur dignité, ils se réfugient dans la délinquance ou dans la cloche. En revanche les tâches des femmes se multiplient, partagées entre le travail à l'usine, où elles sont mal payées, l'entretien de la maison et des enfants. Ces derniers sont à leur tour employés très jeunes parce que meilleur marché que leurs parents qu'ils concurrencent, aggravant le chômage des adultes et contribuant à disloquer les familles. Quand les parents ne peuvent plus les entretenir, ils les abandonnent. Quand les enfants deviennent les seuls sources de revenus de leurs parents, ce sont eux qui abandonnent la famille, s'organisent en bandes, se font traquer et exterminer par les escadrons de la mort. Les tensions entre les hommes, les femmes et leurs gosses, sont des obstacles à la prise de conscience et détournent les rancœurs vers les voisins, les parents, les « étrangers » au lieu de reconnaître les véritables responsables parmi les classes dominantes.
- 14 L'ignorance, les fausses explications données aux causes de la misère, détournent de la compréhension rationnelle de la situation de chacun. Les religions, qui donnent des « explications » surnaturelles donc simples, qui laissent espérer une solution divine à tous les maux, qui prônent la résignation et l'attente, sont plus immédiatement « comprises » que des explications compliquées sur l'exploitation du travail. Un prolétaire n'a d'autre alternative que d'être exploité au travail ou mourir au chômage. Quand l'emploi est rare, le patron apparaît comme un bienfaiteur. Ainsi, dans la conjoncture présente, plus les salaires sont bas, plus les emplois sont recherchés, plus la population est aliénée, soumise et divisée contre elle-même. Des études sont faites dans des instituts universitaires pour repérer à partir de quel degré de misère les gens sont susceptibles de provoquer des émeutes. Celles-ci sont maintenant considérées comme inévitables mais sans lendemain, car n'étant pas organisées, elles sont sans portée révolutionnaire.
- 15 Ainsi la paupérisation, effet social de l'exploitation, en vient à en être utilisée comme moyen de prolonger celle-ci, et ce d'autant plus efficacement que la population prolétarisée est devenue surnuméraire depuis les années 1970<sup>5</sup>.

### 3. Maintenir les paysans juste la tête hors de l'eau

- 16 La première phase de la politique de « développement » a été de faire produire pour le marché les paysans qui vivaient encore largement en autosubsistance. En économie de profit, tout paysan jouissant d'une terre qui ne produit pas pour le marché est un parasite. Une fois mis au travail, il reste à lui soutirer son produit au meilleur compte. Dans les années 1960, un rapport de la CEE préconisait que les prix des matières premières agricoles produites dans les pays sous-développés soient toujours fixés à un niveau tel que les paysans aient « tout juste la tête hors de l'eau ». À cette fin des campagnes de promotion agricoles sont lancées simultanément dans plusieurs régions du monde en faveur d'un même produit. Dans chacune d'elles, la production est stimulée dans un premier temps par des incitations diverses et par des prix d'achat apparemment avantageux. Mais dès que les paysans se sont endettés par les investissements qu'on leur a imposés, on baisse les prix d'achat aux producteurs. Lorsque ces cultivateurs parviennent à augmenter la production néanmoins, soit par des efforts plus considérables, soit par une augmentation de la productivité, on fait encore baisser les prix. Bref, la « détérioration des termes des échanges » n'a jamais été le fait d'une conjoncture malheureuse, mais le résultat d'une *politique délibérée*, pratiquée à l'échelle mondiale envers les paysanneries du tiers-monde.

## Modes

### 1. Perpétuer l'accumulation primitive

- 17 L'emploi de travailleurs migrants et la « délocalisation » sont les deux moyens par lesquels les industries capitalistes se procurent une main-d'œuvre bon marché, c'est dire des travailleurs se reproduisant partiellement par leurs propres moyens, sur leurs terres familiales ou claniques et grâce à la persistance des structures de solidarité de l'agriculture domestique. Ce système toutefois ne se perpétue que dans la mesure où ces structures ne sont pas autorisées à se transformer en une forme capitaliste ou socialiste de production, donc par le maintien de structures archaïques de production qui figent les régions concernées dans l'incapacité de développer une agriculture vivrière à haute productivité, surtout dans un cadre de libre-échange.
- 18 Par contre, le fait de ne pas prendre à charge une partie du coût de la reproduction de la force de travail ajoute à la survaleur une *rente en travail* qui représente un transfert de valeur supplémentaire au profit des entreprises et aux dépens des régions livrant leurs travailleurs<sup>6</sup>.

### 2. Appliquer le mode d'exploitation « impérialiste »

- 19 L'exploitation des pays sous-développés advient dans le cadre d'un mode politique d'exploitation spécifique du travail : l'impérialisme. Dans le capitalisme métropolitain, le rapport d'exploitation s'établit directement entre l'entrepreneur et le salarié. C'est un rapport individuel qui isole économiquement le prolétaire de son contexte social : sa famille n'est pas prise en considération dans son salaire sinon, et pas toujours, à travers des institutions non-capitalistes et facultatives telles que les assurances sociales ou les

allocations familiales par exemple. Par l'impérialisme, l'exploitation capitaliste est médiatisée par le truchement d'institutions sociales ou nationales pré-existantes ou créées pour la circonstance : ainsi l'exploitation des travailleurs migrants se fait, non seulement dans les usines et sur le mode capitaliste, mais aussi par le truchement des communautés domestiques qui doivent prendre en charge tout ou partie du coût de la reproduction sociale des travailleurs à la place de l'employeur. Politiquement, l'exploitation impérialiste des pays sous-développés se fait par l'intermédiaire d'« États nationaux » réputés indépendants mais exerçant leur autorité au profit des pays dominants. L'existence de ces États, dits indépendants mais complaisants, permet une forme de domination bien plus efficace que celle de l'ancienne colonisation. Les populations dominées sont maintenues par leurs propres gouvernements dans des conditions favorables aux intérêts des grandes puissances capitalistes qui veillent au maintien de cette situation par l'intervention de leurs services spéciaux, par l'assassinat des leaders politiques anti-impérialistes, parfois par des massacres de plusieurs centaines de milliers de personnes (Indonésie), par l'organisation de coups d'État et l'installation de régimes militaires répressifs ou diverses autres méthodes apprises des criminels de guerre nazis. Ils se développent ainsi dans les pays soumis, d'une part une bureaucratie d'État, d'autre part une bourgeoisie subordonnée<sup>7</sup> qui, ensemble, constituent une proto-classe dominante locale, une bourgeoisie subrogée, dont on attend qu'elle crée les conditions, policières, militaires et politiques, favorables aux intérêts capitalistes étrangers. L'impérialisme circonscrit ainsi un espace social dans lequel les populations ne peuvent se reconnaître nationalement qu'en se soumettant économiquement aux grandes puissances impérialistes.

## Moyens

### 1. Prêter au-dessus des moyens du débiteur

- 20 L'ensemble des pays sous-développés est soumis quasi uniformément à une politique usuraire. Le fait que presque tous les pays exploités du tiers-monde soient dans la même situation d'endettement, le fait que les pays de l'Europe de l'Est dont l'économie s'est effondrée, le soient également, n'est pas l'effet d'un même hasard qui se serait répété dans chaque pays séparément. Il s'agit d'une conjoncture résultant d'une *politique économique générale appliquée à ces pays dans leur ensemble*. Cette politique se fonde sur le principe usuraire : prêter de l'argent à un taux trop élevé pour que le capital puisse être remboursé. Deux avantages en sont retirés. Le débiteur n'est jamais libéré de sa dette et reste dépendant de son créancier ; il doit emprunter pour rembourser les intérêts de sa dette puis emprunter à nouveau pour rembourser les intérêts du second emprunt et ainsi de suite. Comme on le reconnaît dans le métier, les banquiers ont avantage à ce que leurs débiteurs ne remboursent jamais le principal de la dette afin de continuer à en toucher indéfiniment les intérêts. L'emprunt initial est ainsi payé plusieurs fois, mais toujours comme remboursement d'intérêts, jamais du capital. En outre les prêts ont été faits aux pays sous-développés à des taux variables, ce qui n'offre aucune sécurité aux créanciers. Une part substantielle de ces dettes nationales sont des prêts privés que les banques ont accordés à des particuliers mais dont elles rendent les États garants et débiteurs. Ces dettes privées doivent être remboursées par la population tandis que l'argent de ces prêts est placé par des particuliers dans des banques et rapporte des intérêts à leurs porteurs



privés. Les États étant rendus responsables des emprunts privés, c'est la force de travail des peuples sous-développés qui alimente ainsi en permanence les spéculateurs et les banques pour payer les seuls intérêts de leurs dettes, intérêts sans cesse réajustés en hausse pour payer les intérêts des intérêts. Ce sont ces pratiques crapuleuses, dénoncées chez les usuriers des campagnes indiennes, qui sont appliquées par nos honorables institutions internationales. Tous les palliatifs proposés n'ont pour objet que de rendre moins insupportable la pression financière lorsqu'elle devient écrasante, mais qui ne libèrent pas ce pays de leur dépendance car les puissances capitalistes ne veulent naturellement pas renoncer à cette manne ni à leur situation de créancier qui leur donne prétexte d'exercer leur contrôle politique sur les économies nationales du tiers-monde. C'est ainsi qu'il y a maintenant au gouvernement de chaque pays endetté un représentant du FMI (c'est de plus en plus souvent le ministre des Finances ou de l'Économie, sinon le président) qui exerce le véritable pouvoir, en dictant à ces pays leur politique économique. Aucun système impérialiste n'a jamais atteint cette échelle ni ce degré d'organisation. Les pays sous-développés sont placés avec la complicité de leurs dirigeants, dans une situation de débiteurs perpétuels, donc d'asservis politiques. Le contenu arbitraire de ces dettes se mesure au fait que leur remboursement est plus ou moins fortement exigé selon les complaisances politiques des gouvernements. Ainsi la Pologne, rendue exigüe par l'achat sur prêts aux pays occidentaux d'une énorme industrie fonctionnant pour ses créanciers, s'est vue accorder des conditions de remboursement d'autant plus favorables qu'elle était prête à s'aligner sur le libéralisme économique. Quant aux États-Unis, dont la dette est supérieure à celle de tous les pays du tiers-monde, ils ne subissent aucune des mesures qui s'appliquent aux autres. La sévérité de l'attitude des banques envers les pays du tiers-monde se compare à celle de ces mêmes banques envers M. David Trump par exemple, un financier de haute volée, opérant aux limites de l'escroquerie, émettant des valeurs boursières notoirement surévaluées, qui, pour rembourser ses dettes sur la construction et l'exploitation d'un casino – entreprise improductive et de type parasitaire, mais permettant aux riches de « jouer » avec l'argent – reçoit un prêt de 40 millions de dollars, directement ou indirectement alimenté par la dette du tiers-monde.

## 2. Faire payer aux pays exploités les instruments de leur exploitation et de leur répression

- 21 C'est une des grandes supériorités de la nouvelle politique impérialiste sur le colonialisme d'avant la Seconde Guerre mondiale. Les puissances coloniales essayaient de mobiliser la main-d'œuvre locale, par le travail forcé ou les corvées, pour construire les infrastructures nécessaires au pillage du pays. Cette politique était limitée et compromettait directement le colonisateur dans des pratiques répressives. Aujourd'hui, les pays sous-développés « indépendants » reçoivent des prêts, qu'ils doivent repayer, pour construire ces infrastructures à leurs frais. De même, des entreprises qui appartenaient aux colonisateurs sous le régime colonial, sont désormais « vendues » (sur prêts) à ces pays pour produire des marchandises destinées au marché international. Ainsi les bénéfices du capitalisme se font à la fois sur la vente des instruments de production, sur les revenus des prêts avancés pour réaliser ces investissements et sur les bas prix d'achat des marchandises produites par une main-d'œuvre bon marché et soumise aux lois du marché international que contrôlent les grandes puissances. Les forces

armées, qui étaient dans le système colonial à la charge exclusive des puissances occupantes, sont maintenant recrutées, équipées en armement coûteux et entretenues par les gouvernements locaux, pour être utilisées contre leurs propres ressortissants ou dirigées contre des voisins rebelles à l'ordre impérialiste, au prix de nouvelles dettes.

### 3. Imposer le libre-échange aux pays les moins concurrentiels

- 22 La politique de libre-échange est la pierre angulaire de l'économie de marché puisqu'elle assure, en principe, le fonctionnement de la concurrence entre nations considérées comme autant d'entreprises participant au commerce international. Il s'agit en fait d'une politique d'accumulation primitive maniée « librement » par les pays dominants aux dépens des pays dominés. Les pays politiquement les moins forts sont ceux à qui le libre-échange est imposé avec le plus de rigueur et d'efficacité. D'où, aussi, la dégradation constante des termes de l'échange dont ils sont victimes. L'Inde (le Brésil dans une moindre mesure) fut un des rares pays qui ait osé pratiquer une politique protectionniste malgré la condamnation de cette pratique par toutes les agences internationales et qui soit parvenu à se construire une économie relativement cohérente<sup>8</sup>. Les autres pays sous-développés n'ont cessé de contribuer, par le jeu différentiel des prix à l'importation et à l'exportation, à l'accumulation du capital dans les pays riches. Par contre, les pays les plus puissants échappent au libre-échange dès qu'il leur est désavantageux.
- 23 4. *Investir en priorité dans les secteurs d'exportation*
- 24 Toutes les politiques d'investissement dirigées en faveur des besoins des populations locales sont irréalisables dans le contexte du libre-échange des produits et des capitaux. La liberté d'investir dans la plupart des pays du tiers-monde est plus qu'absolue puisque des avantages fiscaux démesurés sont généralement accordés aux investisseurs privés pendant de longues périodes au terme desquelles (ou avant) les entreprises déménagent vers d'autres pays qui leur offrent à leur tour les mêmes privilèges. Les prêts accordés par les grandes agences publiques internationales (Banque mondiale, FMI) sont destinés d'abord à la production des biens d'exportation pour payer la dette et la construction d'infrastructures destinées à l'extraction et l'exportation de matières premières. Ainsi d'ores et déjà tous les grands gisements miniers de la planète sont placés sous le contrôle de consortiums internationaux.

## Corollaires

### 1. La répression

- 25 Quand bien même la misère dissuade de l'action politique, elle demeure explosive. L'écrasement économique des pays dominés dans la phase d'après-guerre a provoqué des réactions politiques d'autant plus vives que ces pays avaient expérimenté une ère de prospérité antérieure, comme en Amérique latine, ou participé à des luttes pour l'indépendance qui avaient préparé ces populations à l'action politique. Au cours de cette phase, il se constitua donc des mouvements de contestation qu'il fallut écraser. Les dictatures militaires succédèrent partout ou presque aux régimes civils pour détruire physiquement les hommes et les femmes politiquement conscients : assassinats politiques, tortures<sup>9</sup>, enlèvements, disparitions eurent lieu simultanément et *uniformément* dans tous les pays considérés comme dangereux, sous l'égide des agences de

subversion des grandes puissances et mis en œuvre par des armées recrutées parmi la basse et la haute pègre locale. Cette politique criminelle eut pour effet de corrompre les esprits par la terreur, de dissuader la majorité de la population d'agir politiquement, surtout de liquider physiquement une fraction significative des animateurs politiques afin d'affaiblir de manière drastique la lutte contre l'exploitation. C'est en raison de l'action meurtrière de l'armée contre les membres des organisations de lutte anti-impérialiste qu'un « retour » à un semblant de démocratie dans certains pays paraît moins dangereux : ces femmes, ces hommes disparus, mutilés, brisés ne sont plus un danger pour les exploiters ni pour la puissance tutélaire, d'autant que pour éviter l'émergence d'une nouvelle génération contestataire, l'armée veille en coulisse, prête à intervenir en cas de besoin.

- 26 Politiquement, la dictature est une exportation des « démocraties » bourgeoises dans les pays qu'elles exploitent.

## 2. La guerre

- 27 Lorsque la résistance s'étend dans les campagnes et qu'elle trouve à s'organiser par la guérilla, la police d'État ne suffit plus à la répression. L'armée est envoyée sur le terrain. Les « armées nationales » des pays surexploités n'ont pas de vraies fonctions défensives car elles n'ont d'ennemis qu'« intérieurs ». Entraînés par des experts américains, sud-africains, israéliens et d'autres pays répressifs, les militaires pratiquent l'enlèvement, la torture, l'assassinat et, dans les campagnes, le massacre. Les paysans terrorisés sont arrachés à leurs terres pour priver la résistance de leur soutien logistique, parqués dans des villages stratégiques, soumis au travail forcé au profit des armées. Les conditions de la production vivrière se dégradant, ils deviennent totalement dépendants d'« aides » alimentaires. Du côté de la résistance, la guérilla se militarise de plus en plus et tend à adopter les mêmes comportements répressifs que l'armée envers les paysans. Sur le terrain les paysans deviennent l'enjeu des groupes armés, punis inévitablement par les uns et par les autres pour n'avoir pas résisté par leurs propres moyens aux uns et aux autres. Les capacités d'organisation politique de la paysannerie sont ainsi tétanisées, bloquées par la guerre qui, menée par les militaires, n'a pas d'autre objectif possible que sa propre perpétuation et celles des pouvoirs armés.

## 3. La drogue

- 28 Comme la « pauvreté », la torture ou la famine, le trafic de drogue est présenté comme une fatalité, une maladie de la société. Mais ici encore, il faut noter son universalité, l'étendue des zones exploitées et le niveau d'organisation de ce trafic. Comme l'alcool au XIXe siècle avait été délibérément utilisé pour abrutir la classe ouvrière et l'empêcher de lutter, la drogue, après 1968, a été délibérément popularisée et longtemps tolérée pour détourner de l'action politique la jeunesse universitaire, considérée comme plus subversive aujourd'hui que la classe ouvrière. Une surprenante complaisance s'est attachée aux élucubrations d'idéologues douteux (Leary, Castaneda) qui laissèrent accroire que l'usage de la drogue était libérateur ; des modes étranges ont suggéré que la vraie révolution était dans son usage. La politique des États-Unis est restée jusqu'en 1989 étonnamment réservée à l'égard des gouvernements des pays producteurs de drogue. Ce n'est qu'à partir du moment où la délinquance menace les beaux quartiers des pays

riches, lorsque la jeunesse des États-Unis et des autres grandes puissances est dangereusement affectée, mais plus encore peut-être parce que l'affairisme né du trafic de la drogue menace de concurrencer les autres affairismes, que des actions commencent à être entreprises contre cette forme ouvertement criminelle du capitalisme. Du côté de la production, la culture des plantes narcotiques est aussi l'effet de la politique d'exploitation des pays sous-développés et de la dégradation des termes des échanges. Chacune des conférences internationales sur le commerce qui dévalorise les produits agricoles du tiers-monde est un puissant incitateur à la culture illégale de ces plantes, donc à l'enrichissement accru des narco-capitalistes, à la concurrence que font ces derniers au capitalisme légal sur son propre terrain, donc à l'extension des pratiques criminelles à l'ensemble de l'économie capitaliste.

#### 4. Le contrôle démographique

- 29 L'accroissement démographique d'après-guerre est le résultat de la politique dite de « développement » destinée à favoriser la fourniture des firmes d'origine étrangère en matières premières et en main-d'œuvre. Les investissements capitalistes dans les pays sous-développés y recherchaient, jusque vers le milieu des années 1970, une main-d'œuvre urbaine locale à bon marché par rapport aux coûts de la main-d'œuvre des pays riches. La faible productivité agricole vivrière locale permettant jusqu'à un certain point d'assurer la reproduction familiale et l'entretien d'une partie des travailleurs en chômage ou trop vieux et sans sécurité sociale. Mais cette politique avait plusieurs effets. Elle ne fournissait à l'industrie qu'une main-d'œuvre sous-qualifiée et saisonnière ; l'agriculture domestique était limitée par sa trop faible productivité pour alimenter de manière prolongée une large main-d'œuvre urbaine. L'importation des denrées bon marché produites dans les pays comme les États-Unis ou l'Australie dans des conditions de haute productivité, souvent subventionnées par les gouvernements exportateurs et locaux, parfois même gratuites, était nécessaire pour maintenir bas les prix alimentaires, c'est-à-dire aussi le coût de la main-d'œuvre urbaine. Mais en même temps, les effets de cette politique entravaient le développement de l'agriculture vivrière locale en la soumettant à une concurrence insurmontable donc en la maintenant dans ses conditions de basse productivité. C'est cette politique que renforça l'émigration rurale vers les villes où le coût relatif, en temps de travail, d'une nourriture subventionnée, était relativement moindre que celle produite au village<sup>10</sup>.
- 30 Dans les villes, la démographie changea de régime : au lieu d'être limitée par la baisse de productivité agricole vivrière des communautés paysannes et leur soumission aux aléas climatiques, la croissance de la population dépendit désormais des salaires, de l'emploi et de sa durée, des prix des denrées alimentaires importées, de la qualité des services publics et des formes populaires d'aide mutuelle. Dans les décennies 1950-70, la conjoncture dominée par une forte demande de main-d'œuvre, les populations urbaines bénéficièrent ainsi d'un accès plus stable et durable à des produits d'alimentation subventionnés et même à des conditions sanitaires offrant de meilleures chances de survie à la jeune génération. La baisse de la mortalité infantile et enfantine<sup>11</sup> qui s'en suivit ne fut pas accompagnée cependant chez les premiers émigrants urbains par une baisse proportionnelle de la natalité, provoquant une hausse du seuil de croissance.
- 31 Cette situation s'est retournée vers le milieu des années 1970 avec ce qu'on appelle la crise. La demande industrielle en force de travail dans les villes des pays sous-développés

baissa en raison des nouveaux seuils de productivité atteints dans certains secteurs qui demandaient moins d'ouvriers mais plus qualifiés. Les industries de main-d'œuvre qui persistaient durent utiliser, sous l'effet de cette concurrence, une force de travail encore meilleur marché. Grâce à la concentration croissante du capital, les investissements industriels peuvent être déplacés géographiquement en fonction des conditions locales les plus avantageuses. Les bureaucraties staliniennes s'ouvrent sans réserve à la demande industrielle capitaliste. La Chine, depuis le début des années 1970 offrait déjà des « zones spéciales » d'un total prévu de 350 millions d'habitants aux « investisseurs » capitalistes, tandis que l'Europe de l'Est comme l'URSS, qui possèdent une main-d'œuvre plus qualifiée que les pays sous-développés du Sud, cherchent à attirer les investissements étrangers, quitte à aggraver leur dépendance envers le FMI et la Banque mondiale.

- 32 La demande en force de travail a donc diminué drastiquement au cours de la dernière décennie dans les pays sous-développés situés dans l'orbite capitaliste. Les populations urbaines, comme en Afrique, qui ont crû dans les décennies précédentes sous l'effet de la politique d'importation alimentaire et d'emploi décrite ci-dessus, sont aujourd'hui dans la situation d'une surpopulation relative. Le problème pour l'économie capitaliste qui les ont suscitées, est désormais de les faire disparaître pour ne pas les avoir à charge. Idéologiquement, les habitants des villes sont présentés comme une surpopulation absolue par la confusion faite entre cette population présente et les prédictions d'une population future gigantesque et terrifiante, mais imaginaire<sup>12</sup>.
- 33 Sur un plan pratique, à ces populations devenues excédentaires sous l'effet de la politique des années 1950-70, le FMI et la Banque mondiale appliquent désormais une politique inverse de celle qui leur avait été imposée lorsque la demande de main-d'œuvre peu qualifiée était forte. Les mesures de « réajustement » du FMI, consistent désormais à élever le coût de l'alimentation dans les villes et à réduire ou supprimer les services publics voués à l'entretien et la reproduction de la vie. Maintenant que le chômage prévaut, il n'est plus nécessaire de faire baisser le coût de la force de travail en baissant les prix des nécessités de la vie : la concurrence entre travailleurs y suffit. Par ces mesures féroces, on espère renvoyer les travailleurs « excédentaires » dans les campagnes, ce qui advient à une relativement faible échelle, en raison des difficultés de restauration des terres, de rééducation des agriculteurs, souvent aussi à cause de l'insécurité provoquée par la misère ou la prolifération d'armées mercenaires. Pour ces populations, qu'elles soient bloquées dans les villes ou livrées à l'insécurité des campagnes, cette politique mène à la faim, à la morbidité et à la mort précoce.
- 34 Le contrôle démographique de la croissance des peuples exploités (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Des mesures de réduction plus efficaces et plus cruelles sont mises en œuvre sous couvert de « rationalité économique ». Malthus en 1861, dans son *Essai sur la population*, avait enseigné à la classe bourgeoise anglaise que le profit était subordonné aux conditions de la reproduction des classes exploitées et qu'elle devait maîtriser celle-ci. La leçon de Malthus a été entendue...

## 5. Les nouveaux emplois

- 35 La disparité croissante des revenus combinés au phénomène de surpopulation relative ouvre la voie à de nouvelles formes d'emploi : les services et « les petits boulots », c'est-à-dire les emplois précaires. Les services, car les classes en voie d'enrichissement continu ont de plus en plus besoin de « serviteurs » (de *servus* : esclave, serf), de salariés

personnels destinés à les remplacer dans les tâches domestiques et ménagères, ou pour les assister directement dans leurs travaux rémunérateurs. Les entreprises dites de services, mettent aussi des servantes et serviteurs à la disposition de leurs clientèles enrichies qui fréquentent de plus en plus hôtels, restaurants, cabarets, stations-service, etc. La demande pour les « services » trahit la résurrection du « larbinage » généralisé au profit d'une classe possédante disposant de plus en plus de moyens.

## 6. Les ONG et la charité comme émoulinants

- 36 La politique appliquée aux pays du tiers-monde étant délibérément tournée vers une surexploitation, elle ne peut être avouée comme telle. Elle est en fait présentée comme une politique d'« aide au sous-développement ». Cette hypocrisie est couverte par des milliers d'économistes et d'experts corrompus par les salaires démesurés des agences internationales. Or si ces experts ne veulent pas reconnaître cette politique pour ce qu'elle est réellement, celle d'une exploitation<sup>13</sup> croissante du tiers-monde (et de ses annexes qui s'étendent jusque dans les pays les plus riches), ses effets ne peuvent donc pas être dénoncés et aucune autre politique ne peut être mise en œuvre : la « pauvreté » du tiers-monde serait un malheur naturel auquel seule la charité est capable de répondre. Les effets dévastateurs de l'exploitation capitaliste et surtout la mauvaise conscience qui en procède sont ainsi atténués par la mise en place d'organisations caritatives qui captent l'argent des classes sociales moins atteintes, sans cesse sollicitées pour aider les affamés, aménager des terres agricoles, enseigner quelques techniques, donner des outils obsolètes, ou pour mettre en place des projets de développement ponctuels. Ces « projets » de très faible ampleur chacun, entrepris dans le cadre d'une politique générale de surexploitation qui les contrarie, ne durent qu'autant que les subventions continuent. Dans une telle conjoncture politique, ils ne peuvent être rentables, donc amortissables.

## Discours

### 1. Penser les exploités comme des pauvres

- 37 Au mot d'*exploité*, qui suppose un rapport social entre les possesseurs de moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail, et qui explique comment les uns sont en mesure par cette relation d'exercer leur domination sur les autres, à ce concept qui évoque donc un « rapport de classe », on substitue la notion de *pauvre* qui renvoie les individus à eux-mêmes, à leur nature ou à l'inégalité universelle des conditions sociales.
- 38 La pensée sociale contemporaine, comme celle qui s'exerce dans d'autres domaines (anthropologie structuraliste par exemple) s'attache aujourd'hui à détacher l'objet d'étude de son milieu, de le considérer « comme son propre contexte ». Ainsi peut-on dissimuler la réalité des rapports sociaux derrière une sophistique mondaine et se déculpabiliser intellectuellement.
- 39 Si l'inégalité sociale n'est qu'affaire de charité et de formalisme, la voie est ouverte aux œuvres se réclamant de la religion pour intervenir sur le terrain. Des sectes prétendument chrétiennes se multiplient et prolifèrent dans les pays dominés. Les autorités et les armées surtout les acceptent volontiers comme vecteurs de leur action « sociale » auprès des paysans. Ces sectes douteuses sont souvent seules habilitées à

pénétrer dans les zones sous contrôle militaire. Elles sont choisies pour distribuer l'aide alimentaire et se faire ainsi accepter par les populations. Elles en profitent pour œuvrer à la déstructuration des formes traditionnelles d'organisation sociale pour recomposer les familles sur le modèle conjugal ou monoparental, plus facile à endoctriner et à contrôler civilement et « moralement ». Leurs « œuvres » leur permettent de capter les dons privés et publics et de mettre en pratique, souvent sans contrôle, les idéologies de leur choix<sup>14</sup>.

## 2. Inverser les causalités

- 40 On constate dans la manière d'expliquer le sous-développement un processus d'inversion des causalités. La misère des pays exploités est attribuée à leur gouvernement. On accuse leur corruption, leur incapacité, l'instabilité politique, le goût pour les putschs, etc. En vérité, c'est prendre les effets pour la cause. Ces perversions politiques qui affectent de la même manière tous les pays soumis à la même forme d'exploitation, les comportements semblables de ces gouvernements à travers le monde sous-développé, ne sont pas l'effet du hasard. Pour pouvoir pratiquer leur politique d'exploitation, les États capitalistes et leurs agences spécialisées *encouragent* et même suscitent la mise en place de gouvernements complaisants, même incompetents, vivant d'une « aide » qui n'est que prébende. Afin d'obtenir des contrats, les grosses firmes corrompent les dirigeants politiques. Or la corruption est sélective : elle écarte ceux qui la refusent. Les politiciens réfractaires sont physiquement liquidés ; les chefs d'État trop indépendants ou ceux qui par leur comportement trop visiblement crapuleux ou qui compromettent leurs protecteurs se trouvent confrontés à leur propres armées ou à des bandes putschistes mystérieusement et opportunément pourvues d'armes coûteuses.
- 41 Selon une autre inversion du raisonnement, les « pauvres » seraient eux-mêmes la cause de la pauvreté : « ils consomment trop », « ils vivent au-dessus de leurs moyens », « ils font trop d'enfants », « ils sont paresseux », « ils attendent tout des pays riches ». Ces populations exploitées, harassées, dont le travail alimente en ce moment la quasi-totalité des flux financiers du monde occidental, sont présentés comme des mendiants à jamais incapables de sortir d'une misère qu'ils ne devraient qu'à eux-mêmes tout en étant affublés des vices qui sont précisément ceux des nantis.
- 42 En cette fin du XXe siècle, nous assistons à une extension de l'exploitation capitaliste et du sous-développement dans toutes les directions, géographiquement et socialement. Elle gagne d'autres régions du monde déjà développées mais en voie de ne plus l'être, et des couches sociales sans cesse plus élevées sur l'échelle sociale. Sur le plan géographique, les « zones spéciales » de Chine et d'ailleurs, ouvrent un immense marché du travail de centaines de millions de personnes offertes à l'exploitation d'entreprises étrangères. Les bureaucrates d'Europe de l'Est et les bourgeoisies compradores qui s'y sont développées s'apprêtent à être les fourriers du capitalisme et à exploiter leurs concitoyens qui, ayant trop souffert sous les dictatures stalinienne, semblent prêts à endurer stoïquement l'exploitation capitaliste pour ne pas perdre les bénéfices de la démocratie. Ce sont des populations plus éduquées, plus qualifiées qui viennent opportunément apporter leur force de travail au capitalisme international et concurrencer les populations du tiers-monde.
- 43 En même temps dans les pays d'Amérique latine, la paupérisation atteint des couches sociales « moyennes » devenues incapables d'épargner. La vie chère, la faiblesse des salaires obligent à occuper plusieurs emplois pour vivre. Ce qui veut dire que le temps de



travail nécessaire pour gagner sa vie s'est allongé sans qu'il y ait eu besoin de passer de loi à cet effet. Les dévaluations successives imposées à ces pays font de tous leurs habitants des travailleurs bon marché au service des habitants des pays aux monnaies fortes. Dans les pays nantis eux-mêmes, on voit croître un « quart-monde » fait d'ouvriers et d'ouvrières au chômage, de petits bourgeois sans droit à la protection sociale, incapables de payer les loyers des grandes villes, vivant dans la rue avec leurs enfants. Cette paupérisation générale se fait au bénéfice d'une classe exploitrice de plus en plus riche et de moins en moins nombreuse, mais disposant de moyens d'exploitation de plus en plus efficaces. Une classe exploitrice contrainte, par la logique de la concurrence qui la traverse, d'appliquer ces moyens d'une manière de plus en plus impitoyable.

44 Le triomphe du capitalisme c'est le triomphe de ses méthodes, la consécration de la concentration toujours plus grande du capital avec ses effets sociaux inégalitaires qui iront toujours croissants. Penser que le renforcement du capitalisme peut avoir des effets contraires à sa propre logique, observable depuis ses origines, serait se bercer des mêmes illusions qui ont fait croire pendant des décennies qu'il apporterait la révolution en s'écroulant sous son propre poids. L'extension et l'approfondissement du sous-développement est dans la logique du système capitaliste. Il ne doit pas nous surprendre. Mais il prend de telles proportions que quelques fractions faibles de la bourgeoisie capitaliste commencent à leur tour à s'inquiéter. Le triomphe du capitalisme est plus apparent que réel parce qu'il s'accompagne d'une menace de ruine matérielle et morale qui pèse sur tous, y compris sur chaque capitaliste dès lors qu'un autre est encore plus riche que lui. En triomphant, le capitalisme se met à nu et se montre pour ce qu'il est : un agent de paupérisation pour une majorité croissante d'individus, comme nous l'observons déjà : un instrument de perversion de la classe capitaliste elle-même menacée par le matérialisme absolu mais rationnel des pires fractions parmi elles. Le triomphe du capitalisme c'est donc aussi celui de ses monstres inséparables, le gangstérisme et le nazisme dont il est la racine.

45 L'histoire récente ne permet à personne aujourd'hui de prétendre s'y tromper.

46 Paris, 1<sup>er</sup> sem. 1990.

47 \* \* \*

---

## BIBLIOGRAPHIE

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DIENER I., LACHARTRE B. & MEILLASSOUX C., 1982. *Apartheid, pauvreté et malnutrition*. Étude FAO : développement économique et social, 24.

GARCIA-RUIZ J., MEILLASSOUX C., à paraître. « La reproduction compromise : déstructuration de la société indienne au Guatemala ».

MEILLASSOUX C., 1991 [1975]. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero/L'Harmattan.



MEILLASSOUX C., 1991. « La leçon de Malthus » in GENDREAU F., MEILLASSOUX C., SCHLEMMER B., VERLET M., (dir.), *Les spectres de Malthus : déséquilibres démographiques, déséquilibres alimentaires*. Paris, EDI-ORSTOM-CEPED.

## NOTES

1. « Succès de la politique d'aide au surdéveloppement des pays riches », exposé d'ouverture à la Convention annuelle de l'Association brésilienne d'anthropologie, Campinas, 1990, 4-6 avril ; « O Sucesso da politica de ajuda ao sobre desenvolvimento dos países ricos », in Arantes A.A., Ruben G.R., Debert G.G., (eds), *Desenvolvimento e Direitos Humanos : a responsabilidade do antropologo*. Campinas, Editore da Unicamp : 49-54 ; Afrique-Espoir (Dakar), 1990, 1 (oct.-déc.) et 1991, 2 (janv.-mars).
2. Écrit à propos de l'économie politique des camps de concentration nazis.
3. La terminologie officielle, mais mensongère, voudrait faire croire que ces pays sont « en voie de développement ».
4. On sait que depuis la chute du mur de Berlin, les grandes puissances capitalistes ont abandonné les résistants aux systèmes staliniens pour s'aboucher étroitement à tout un corps d'apparatchiks complaisants, tels Gorbatchev, Eltsine, etc., en rivalité entre eux pour servir au mieux les États-Unis.
5. Cf. Meillassoux (1991) et Diener, Lachartre, Meillassoux (1982).
6. Voir : Meillassoux (1975).
7. Ou bourgeoisie compradore, c'est-à-dire dont les intérêts d'affaire sont soumis à ceux des capitalistes des pays dominants, à la différence de la bourgeoisie nationale dont les intérêts sont concurrents.
8. Depuis l'arrivée au poste de ministre des Finances d'un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, cette politique d'indépendance a été définitivement compromise.
9. Faut-il rappeler que la CIA formait des tortionnaires et fournissait le matériel nécessaire à la torture.
10. L'émigration rurale est inévitable en régime capitaliste : ou bien la productivité de l'agriculture vivrière est bloquée, comme aujourd'hui, par la politique des prix et des importations et rend attrayants les salaires industriels ou urbains même les plus bas ; ou bien la productivité agricole vivrière augmente et une partie de la population active rurale devient surnuméraire.
11. J'appelle mortalité *enfantine* celle qui touche les enfants entre l'âge du sevrage et de la « majorité », c'est-à-dire l'âge de la production et de la reproduction. Rappelons ici que l'amélioration des conditions sanitaires n'a d'effet sur la croissance démographique que si la population a accès à une alimentation suffisante.
12. Cf. Meillassoux (1991).
13. Le pape lui-même ose évoquer dans ses homélies l'« exploitation » dont ces pays sont victimes. Analyse audacieuse qui va beaucoup plus loin que celle des piteux « experts » de la Banque mondiale et du FMI qui prétendent ne pas connaître le sens de ce vocable intempestif.
14. Cf. Garcia-Ruiz, Meillassoux (à paraître).